

Communiqué de presse du 4 septembre 2006

La résistance contre la politique agricole 2011 (PA 2011) s'élargit

Longo Mai a lancé avant les vacances d'été une pétition contre le projet actuel de PA 2011. La pétition « Halte à l'exode rural » est soutenue par diverses organisations (Uniterre, l'Association Suisse Industrie et Agriculture, le Forum Civique Européen, Denk:mal, l'association « Laines d'ici », Pro Natura Jura, Les Verts jurassiens.....). A la veille de la « rentrée parlementaire », les organisateurs font le point.

Pourquoi une pétition ?

Le projet de PA 2011, soumis aux milieux intéressés pour consultation en automne 2005, a été fortement critiqué. Que ce soit par les organisations paysannes comme par d'autres milieux et les cantons. Près de 350 réponses sont parvenues au Conseil fédéral. Pourtant, le message du Conseil fédéral adressé aux parlementaires sur la PA 2011 en mai 2006 ne diffère que très peu du premier projet. Un véritable camouflet à la démocratie ! Un des points clés, les modifications du droit foncier rural, quasi unanimement refusé lors de la consultation, n'a pas été modifié.

C'est pourquoi il s'est avéré essentiel d'amener le débat sur la place publique et sensibiliser les concitoyen-ne-s sur les dangers du projet de politique agricole 2011.

Que dénonce la pétition ?

- **La PA 2011 projette de faire disparaître la moitié des fermes suisses.** Les moyens d'existence de 32'000 familles seront ainsi supprimés d'un trait de plume alors qu'il avait fallu des générations pour les créer.
- **La PA 2011 porte ainsi en elle le transfert du travail agricole vers une main-d'œuvre facilement exploitable.** Plus on augmente la taille des exploitations, plus il faut de travailleurs occasionnels en saisons. Paysannes et paysans expérimentés doivent laisser la place à des ouvrières et des ouvriers effectuant un travail à la chaîne. Ainsi l'exploitation d'immigrés sous-payés, comme à El Ejido dans le sud de l'Andalousie, devient un modèle pour la politique agricole Suisse.
- **La PA 2011 veut décourager les jeunes d'apprendre les métiers agricoles** et préconise des mesures pour «*rendre l'insertion dans l'activité agricole moins attrayante*».
- **Par la PA 2011, la terre devient à nouveau un objet de spéculation.** La moitié des fermes, en premier lieu les plus petites, perdent toute protection contre la spéculation foncière car elles ne sont plus soumises au droit foncier rural. L'abandon du prix maximal de vente et l'abolition de la limite de charges hypothécaires privent également les grandes exploitations d'une protection importante contre la spéculation. Les Banques suisses, qui cherchent à renforcer leur capacité d'accueil de capitaux, transformeront des milliers de fermes en éponge à placements financiers. Au profit de leurs bénéficiaires, nous abandonnons la base de notre alimentation. On ne peut pas se nourrir de billets de banque!
- **La PA 2011 encourage une agriculture grosse consommatrice de pétrole** qui utilise plus de calories qu'elle n'en produit. Chacun sait que les réserves de pétrole déclinent et pourtant la fragilité de ce genre d'agriculture n'est mentionnée nulle part.

La campagne

Depuis le lancement de la pétition, celle-ci a circulé dans plusieurs journaux. Elle a trouvé un fort soutien à la ville comme dans les campagnes. Diverses associations ont relayé l'information par mailing ou courrier. A ce jour, 15'000 signatures ont déjà été enregistrées et la récolte se poursuivra jusqu'en novembre.

Cet automne, les chambres fédérales vont se saisir du projet. Si le projet de PA 2011 était mis en veilleuse, il sera alors nécessaire de construire ensemble une nouvelle politique agricole en tenant compte des échecs successifs des cycles de l'OMC et des effets négatifs des différentes réformes de la politique agricole suisse. La production de masse d'aliments hors saison ou de mauvaise qualité quelque soit la région du monde n'est pas seulement dommageable à l'environnement, mais a aussi de graves conséquences pour la santé publique. Les transports trop nombreux sont encore possibles aujourd'hui en raison de la non prise en compte des coûts écologiques que ceux-ci engendrent.

La population doit pouvoir maintenir un degré élevé de maîtrise/contrôle sur la filière donc sur la production, la transformation, le transport et la vente des produits. Plus le circuit est court, plus une transparence peut être assurée. La politique agricole doit permettre à toutes les familles paysannes, aux groupements et aux associations qui remplissent le mandat constitutionnel, d'exister et de développer leurs activités dans l'espace rural; il est d'ailleurs envisageable que pour remplir ce mandat correctement, une augmentation du nombre de familles paysannes soit nécessaire.

La production alimentaire concerne tout le monde. Il faut aujourd'hui prendre le temps de mettre en place une politique agricole à long terme, basée sur une agriculture de proximité qui s'intègre dans les réalités sociales et économiques régionales. C'est un choix de société et il faut favoriser ce débat en créant de nouveaux ponts entre la ville et la campagne.

La pétition demande une politique agricole qui :

- maintienne les fermes existantes ;
- encourage les jeunes, y compris les jeunes urbains, à s'orienter vers les métiers agricoles;
- permette aux personnes salariées dans le secteur agricole de bénéficier des mêmes droits et de la même reconnaissance que tous les autres métiers;
- protège les terres, les fermes et autres bâtiments agricoles de l'emprise de la spéculation foncière;
- favorise une économie agricole de proximité qui ménage les ressources naturelles.

Si le projet de PA 2011 était accepté par les Chambres fédérales sans que de sérieuses modifications soient constatées, l'éventualité d'un référendum sera alors à l'ordre du jour.

Raymond Gétaz

Valentina Hemmeler

La brochure d'information « les patates ne poussent pas dans les supermarchés » et la pétition peuvent être téléchargées sur le site www.halte-exode-rural.org

Personnes de contact :

Uniterre : Valentina Hemmeler 021/601 74 67

Longo Mai : Raymond Gétaz 032/426 59 71

Association Suisse Agriculture et Industrie : Hans Bieri 044/302 88 18